



PERSPECTIVES

OBSERVATOIRE PARTENARIAL ÉCONOMIE / OCTOBRE 2019

VILLES

2018, troisième année de forte croissance de l'emploi à Toulouse

CHIFFRES CLÉS décembre 2018 EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ

Aire urbaine de Toulouse :

- **463 290 emplois**
- **+ 13 550 emplois** en un an
- **+ 3,0 %** en 1 an (+ 1,0 % au niveau national)
- **+ 8 960 emplois créés** dans la sphère productive

La dynamique se maintient dans l'aire urbaine de Toulouse (+3,0%), à l'inverse de la tendance nationale. Devançant légèrement celles de Nantes, Montpellier, Bordeaux (+2,9% chacune) et Lyon (+2,6%). Les 13 000 à 15 300 emplois toulousains supplémentaires enregistrés annuellement depuis 2016 résultent d'abord d'un renforcement plus marqué des services aux entreprises, des services collectifs et toujours des activités aéronautiques et spatiales.

Près de 42 000 emplois supplémentaires sur les trois dernières années

Depuis la crise économique de 2008, ce sont 80 000 emplois privés supplémentaires qui ont été créés dans l'aire urbaine* de Toulouse (soit un rythme annuel moyen de +1,9%). A elles seules, les trois dernières années représentent un peu plus de la moitié des gains d'emplois sur la période,

* Voir les notes en encadré à la fin du document.

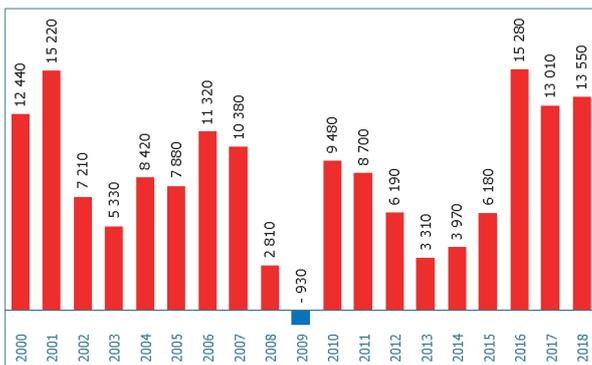
signe manifeste d'un contexte favorable tant nationalement que localement. La tendance est également plutôt bien orientée pour les autres catégories d'emploi. Les effectifs dans la fonction publique, qu'elle soit d'État, territoriale ou hospitalière, sont en très légère hausse : 0,1% entre 2011 et 2017 à l'échelle de la Haute-Garonne (source Insee, SIASP). Quant aux non-salariés (indépendants, chefs d'entreprises, professions libérales...), ils continuent d'augmenter fortement à un rythme de 2,2% par an entre 2011 et 2016 dans l'aire de Toulouse (source Insee, recensements). D'un point de vue conjoncturel, les gains d'emplois s'établissent à +0,7% sur le premier trimestre 2019 à l'échelle du département, soit 3 400 postes de plus. Les activités tertiaires, hors intérim, contribuent à hauteur de 68% de ces gains dont 12% pour l'hébergement-restauration. L'industrie « pèse » 19% des emplois supplémentaires et le construction 16%. L'intérim est en recul de 3%.

Des gains d'emplois plus forts à Toulouse

Au niveau national, les plus grandes aires urbaines de province (voir encadré page 2) ont dégagé ensemble 93 600 emplois salariés privés supplémentaires en 2018, soit 55% des gains nationaux. Lyon, Toulouse, Bordeaux et Nantes constituent toujours le quatuor le plus dynamique. Sur la dernière année, ces quatre aires assurent près de 60% des gains enregistrés dans les grandes aires urbaines contre 52% en 2016 et 53% en 2017. Au sein de ce quatuor, Toulouse est la seule aire pour laquelle les gains d'emplois s'accroissent en 2018. Lyon reste celle qui enregistre les plus importants gains d'emplois en volume avec 21 000 postes supplémentaires. Avec 13 600 emplois de plus, Toulouse passe en un an, de la quatrième à la deuxième place. Suivent Bordeaux (+11 000) et Nantes (+9 600). Marseille-Aix (+7 300) devance Lille, Rennes et Montpellier (entre +5 000 et +5 900 chacune).

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans l'aire urbaine de Toulouse

Sources : Unedic de 1999 à 2008, Acoess-Urssaf de 2007 à 2018 ; traitements aua/T.



Sur une décennie, Toulouse continue de se positionner derrière Lyon au deuxième rang des aires urbaines qui « embauchent » le plus, avec un total de 78 700 emplois supplémentaires (+95 600 pour Lyon). Bordeaux et Nantes (+61 800 et +53 500 emplois) suivent, la première bénéficiant indéniablement d'un effet TGV en fin de période. Quant à Marseille-Aix, Montpellier et Rennes, elles enregistrent chacune plus de 24 810 postes supplémentaires.

L'Occitanie, toujours sur le podium des régions les plus dynamiques

S'ils restent élevés, les gains d'emplois s'érodent en Occitanie en 2018 (+1,5% contre +2,0% en 2017) et suivent la tendance nationale. Exception faites de la Corse et des DOM, la tendance est la même pour les autres régions. Avec 21 000 emplois supplémentaires, l'Occitanie est la troisième région la plus dynamique derrière l'Île-de-France (+78 800) et Auvergne-Rhône-Alpes (+29 300). Elle devance désormais les Pays-de-Loire (+17 100) et la Nouvelle-Aquitaine (+16 700). Cette dynamique régionale reste portée par les aires urbaines dont l'emploi progresse alors que dans les territoires ruraux, le volume d'emplois salariés marque le pas (-1,7% pour ceux d'Occitanie) après une année

de relative stabilité. Toulouse et Montpellier impulsent le dynamisme des aires en « croissance » : elles contribuent à 77% (56% pour la première et 21% pour la seconde) des emplois salariés supplémentaires en 2018 (82% entre 2008 et 2018 dont 62% pour Toulouse).

Le système métropolitain toulousain maintient le cap en région

Dans l'Ouest de l'Occitanie, l'aire urbaine de Toulouse et les villes moyennes qui gravitent autour d'elle représentent ensemble, des gains d'emplois supérieurs aux tendances nationale et régionale en 2018 (+2,1%/an contre +1,0% et +1,5%) comme depuis 2008 (+1,2%/an contre +0,4% et +0,8%). Dans le sillage de celle de Toulouse, les grandes aires proches (au nombre de 15) continuent de gagner des emplois : +0,7% en 2018 ; ce qui représente hors Toulouse un tiers des gains d'emplois de ce système métropolitain*.

Au sein de cet ensemble, Tarbes, Agen et Montauban sont les plus dynamiques en 2018 : entre +400 et +600 postes chacune.

Parmi les 10 autres aires de taille moyenne constituant le système métropolitain, seules Mazamet et Castelnau-d'Audoubert gagnent des emplois en 2018 dans des volumes modestes

(moins d'une vingtaine de postes chacune). Gaillac, Limoux et Lavaur enregistrent les reculs de l'emploi les plus marqués (entre -300 et -100 postes chacune). Au global, l'emploi baisse de -0,2% en 2018 dans ces aires moyennes.

Côté languedocien, en dehors de l'aire de Montpellier, les gains les plus importants concernent sur la dernière année, Perpignan (+1 000 emplois), Sète (+600) et Béziers (+400) pour les grandes aires, Le-Grau-du-Roi (+90), Clermont-l'Hérault (+70) et Port-la-Nouvelle (+60) pour celles de taille moyenne.

L'importance de la filière aéronautique et spatiale mais pas seulement ...

Sur 10 emplois créés en 2018 dans l'aire urbaine de Toulouse, presque 4 relèvent de la filière aéronautique et spatiale, soit 5 200 postes au total. Sur les trois dernières années, cette proportion s'établit à 3,4 sur 10.

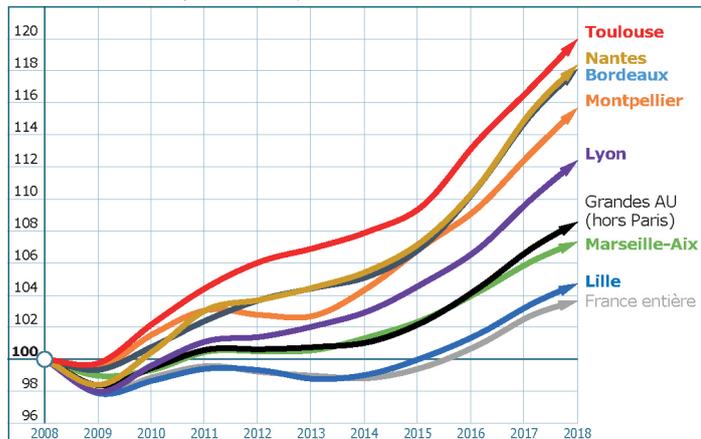
Si on considère seulement la sphère productive (+9 000 emplois au total en 2018), ce rapport est de presque 7 sur 10. Ce ratio est relativement stable sur la décennie.

Au niveau national, l'empreinte des activités productives est tout aussi significative. Les évolutions d'emplois liées à ces activités sont plus fortes et structurantes. C'est le cas notam-

* Voir les notes en encadré à la fin du document.

Évolution de l'emploi salarié privé par aire urbaine (base 100 en 2008)

Source : Acoess 2008-2017, traitements aua/T.

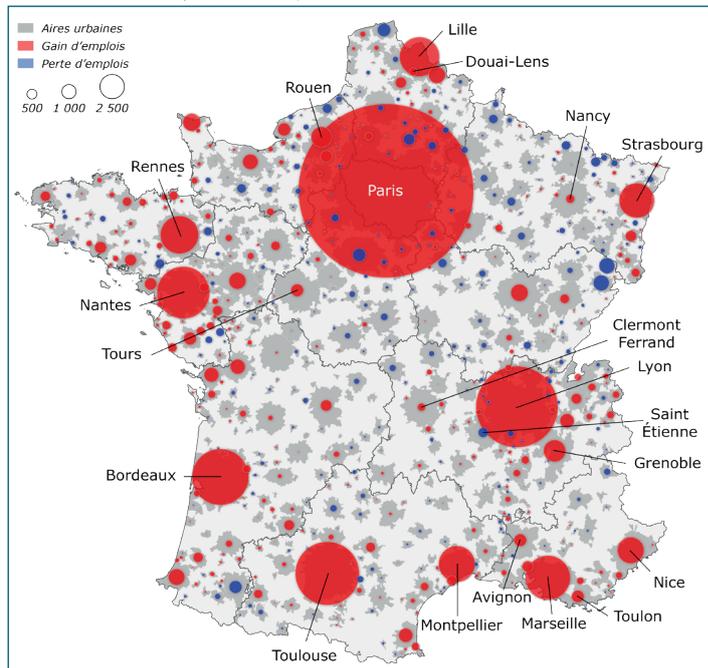


Grandes aires urbaines : une référence de comparaison pour l'aire urbaine de Toulouse

Une croissance moyenne est mesurée pour les plus grandes aires urbaines françaises, en dehors de Paris. Cette référence se compose des 18 plus grandes aires de province hors Toulouse (en nombre d'habitants), dans l'ordre décroissant : Lyon, Marseille-Aix, Lille, Bordeaux, Nice, Nantes, Strasbourg, Grenoble, Rennes, Rouen, Montpellier, Saint-Etienne, Tours, Clermont-Ferrand, Douai-Lens, Avignon, Toulon et Nancy.

Évolution de l'emploi salarié privé en 2018 par aire urbaine...

Source : Acoess 2017-2018, traitements aua/T.



ment de l'aire urbaine de Marseille-Aix (8,4 emplois sur 10), Nantes (7,2 sur 10) et Lyon (6,8 sur 10).

Pour les emplois relevant de la sphère résidentielle, la situation continue d'être plus contrastée. Lyon, Bordeaux, Toulouse et Nantes constituent le quatuor de tête (respectivement, +6 700, +4 800, 4 600 et 2 700 emplois) devant Strasbourg, Lille, Montpellier, Rennes et Marseille-Aix (entre +1 200 et +2 000 postes chacune). En revanche, l'emploi résidentiel continue de se contracter à Toulon, Clermont-Ferrand, Saint-Etienne et Rouen (entre -300 et -100 postes).

Un portefeuille d'activités qui reste globalement bien orienté

Comme l'année dernière, trois grands secteurs d'activité contribuent en 2018 pour près de trois quarts des emplois supplémentaires dans l'aire urbaine de Toulouse : les services aux entreprises (42%), l'industrie (16%) et les services collectifs (13%).

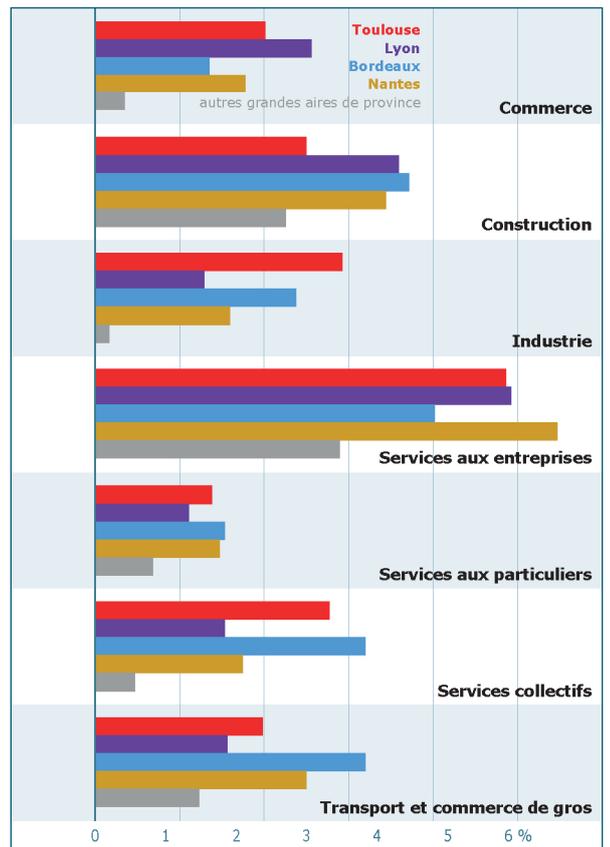
Les services aux entreprises (+6 100 postes) sont portés par le conseil en systèmes et en logiciels informatiques (+1 500 postes, 23% des emplois supplémentaires), l'ingénierie et les études techniques (+1 100 postes, 17%) et l'intérim (+ 900 postes, 13%). Dans l'industrie, un peu plus du tiers des emplois supplémentaires en 2018

relève de l'activité des constructeurs aéronautiques (1 000 postes sur les 2 200 gagnés dans l'industrie). L'année précédente, ce ratio était de 9 sur 10.

Concernant les services collectifs, les gains d'emplois se font à Toulouse en 2018 d'abord dans la restauration rapide (+400 postes) et traditionnelle (+300), la formation continue d'adultes (+200) et l'hôtellerie (+100). Le volume d'emplois supplémentaires dans les services collectifs est plus marqué à Bordeaux (2 100 postes) qu'à Lyon (+1 900) et Toulouse (+1 700). Nantes est plus en retrait (+1 000), les activités d'agences immobilières, d'hôtellerie rapide et traditionnelle étant moins dynamiques que dans les trois grandes aires qui la précèdent. Engagé à la mi-octobre 2018, le mouvement des « gilets jaunes » a généré une dégradation de la trésorerie et du chiffre d'affaires de très nombreux commerçants de centre-ville. Son expression essentiellement dans les centres-villes contribue à relativiser, pour cette année, l'impact sur l'emploi dans le commerce considéré à l'échelle de l'ensemble des grandes aires urbaines au regard des données arrêtées au 31 décembre. Comptenu de la durée du mouvement, des évolutions moins favorables en matière d'emploi dans le commerce pourraient apparaître en 2019.

Évolution de l'emploi salarié privé en 2018 par grands secteurs d'activités

Source : Acoess 2017-2018, traitements aua/T.

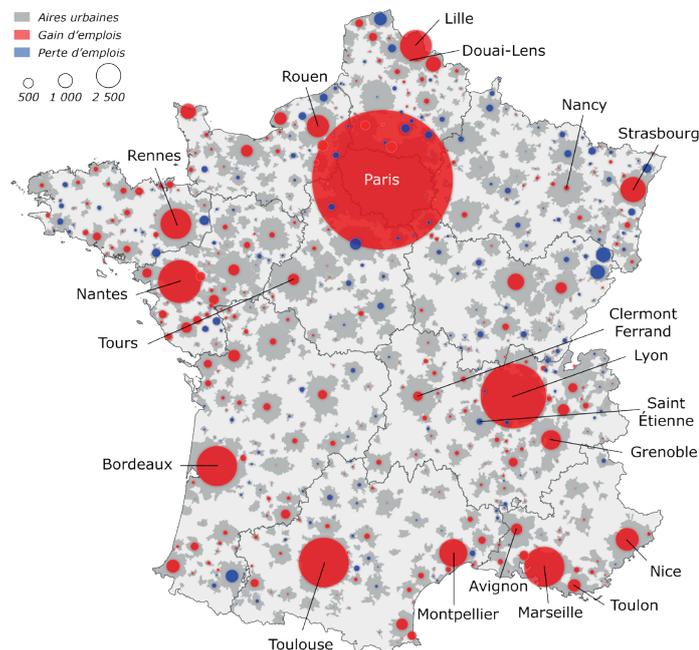


Sphère productive : activités traditionnelles de fabrication et services « connexes » qui participent à la production de biens.

Sphère résidentielle : activités de services qui visent à satisfaire les besoins quotidiens de la population et de toutes personnes présentes sur le territoire.

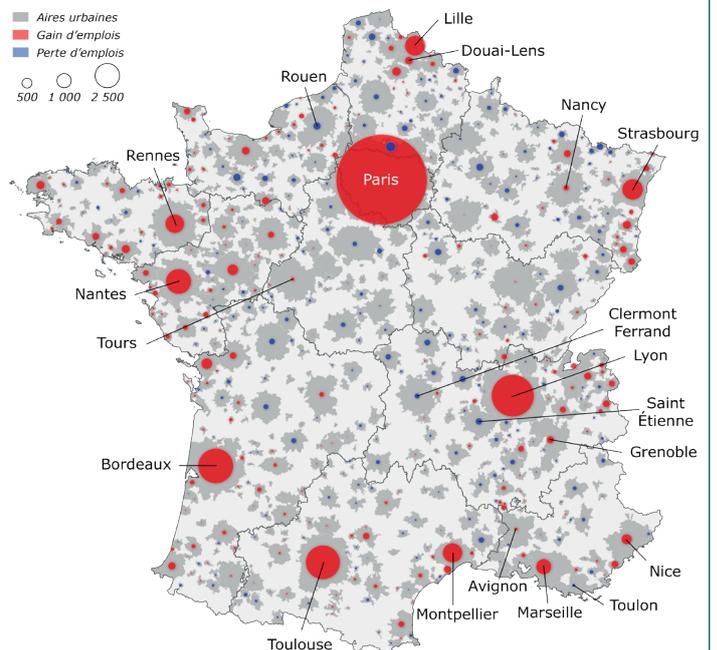
... dans la sphère productive

Source : Acoess 2017-2018, traitements aua/T.



... dans la sphère résidentielle

Source : Acoess 2017-2018, traitements aua/T.



Des gains d'emplois qui profitent à tous les territoires de l'aire urbaine

A l'échelle de l'aire urbaine, la banlieue accueille la moitié des gains d'emplois en 2018 (soit +6 800 postes) et la ville de Toulouse, 4 sur 10 (soit +5 200). Cette répartition était inversée l'an passé.

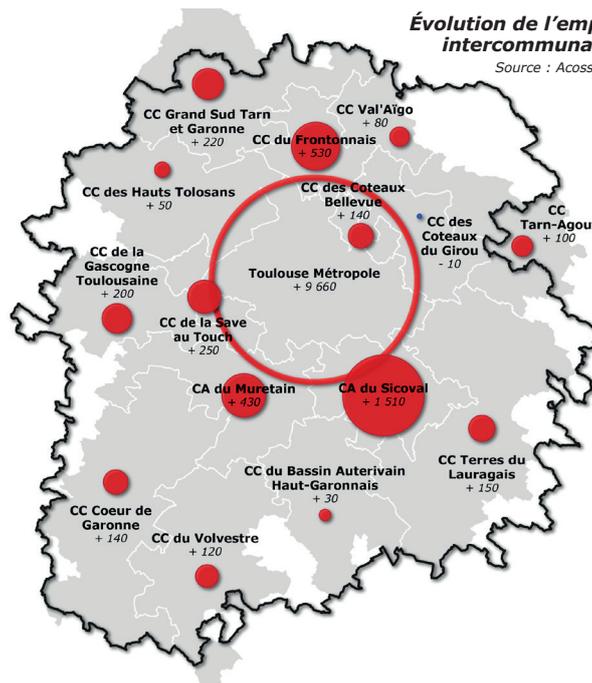
Avec 9 700 postes supplémentaires, Toulouse Métropole contribue à hauteur de 71% à la croissance de l'emploi salarié dans l'aire urbaine (contre 62% en 2017). En 2018, la dynamique de l'emploi continue de se diffuser dans les intercommunalités de la première couronne avec en particulier, +1 500 postes dans le Sicoval, +500 dans le Muretain, +400 dans le Save-au-Touch et Côteaux du Girou +100.

Dans le reste de l'aire urbaine, Grand Sud Tarn et Garonne et la Gascogne Toulousaine s'inscrivent dans une tendance analogue tandis que le Sud de l'aire urbaine, Cœur de Garonne, Volvestre et Terres du Lauragais enregistrent des gains plus modestes. Dans chacun des territoires, certaines activités et entreprises « tirent » plus particulièrement l'emploi.

C'est le cas en particulier des activités d'ingénierie dans le Sicoval (+300) et la Gascogne Toulousaine (+160), du commerce (+80) et de la restauration traditionnelle (+70) dans le Muretain, de la mécanique industrielle et de la logistique (+270) dans le Frontonnais.

Évolution de l'emploi salarié privé par intercommunalité de l'aire urbaine

Source : AcoSS 2017-2018, traitements aua/T.



Évolution de l'emploi salarié privé par grand territoire

Source : AcoSS 2017-2018, traitements aua/T.

	Effectif 2018	Évolution annuelle			
		2018	%	moyenne annuelle	%/an
Ville centre	219 900	5 200	2,4%	2 900	1,4%
Pôle urbain	189 200	6 800	3,7%	4 000	2,4%
Couronne périurbaine	54100	1500	2,8%	1000	2,1%
AU Toulouse	463 300	13 600	3,0%	7 900	1,9%
Toulouse Métropole	350 700	9 700	2,8%	6 100	1,9%
CA le Muretain Agglo	25 800	400	1,7%	200	1,0%
CA du Sicoval	31 700	1 500	5,0%	400	1,4%
SCoT de l'Agglo. Toulousaine	416 500	12 000	3,0%	7 000	1,9%
SCoT du Nord Toulousain	15600	700	4,4%	300	2,2%
SCoT du Sud Toulousain	14600	300	2,0%	300	2,0%
SCoT du Lauragais	15800	200	1,0%	100	0,9%
Occitanie	1 382 600	21 000	1,5%	10 300	0,8%

Notes :

Aire urbaine : selon l'INSEE, une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine), et par des communes rurales ou unité urbaine dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi, travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

Trois catégories d'aires urbaines sont distinguées : les « grandes », constituées d'un pôle urbain de plus de 10 000 emplois, les « moyennes », constituées d'un pôle urbain de 5 000 à 10 000 emplois et les « petites », constituées d'un pôle urbain de 1 500 à 5 000 emplois.

Espace métropolitain toulousain : l'Ouest de l'Occitanie s'organise autour d'un réseau d'aires urbaines au centre duquel rayonne celle de Toulouse. Ce réseau est constitué des aires d'influence des villes moyennes (Agen, Albi, Auch, Cahors, Carcassonne, Castelsarrasin, Castres, Figéac, Montauban, Pamiers, Rodez, Saint-Gaudens, Tarbes, Toulouse, Villeneuve-sur-Lot), et de petites villes (Carmaux, Castelnaudary, Decazeville, Foix, Gaillac, Lavaur, Limoux, Mazamet, Saint-Girons, Villefranche-de-Rouergue), qui gravitent

plus ou moins dans l'orbite de la métropole régionale. Au final, ce qu'on appelle ici le « réseau toulousain », comprend, avec Toulouse, 15 grandes aires urbaines et 10 aires moyennes, à l'influence plus locale. Il déborde en Nouvelle-Aquitaine, avec Agen et Villeneuve-sur-Lot. Sa définition est le résultat de travaux conjoints menés par l'Insee Occitanie et l'aua/T.

Sources :

Les traitements de l'emploi sont réalisés à partir de la source de données AcoSS-Urssaf. Le champ couvre l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel, affiliées au régime général (donc hors régime agricole) et exerçant leur activité en France (métropole et Dom hors Mayotte). Il couvre ainsi l'ensemble des établissements cotisant aux Urssaf à l'exception de ceux appartenant au secteur public. Il exclut donc les établissements relevant du régime agricole (suivis par la CCMSA) et les particuliers employeurs. Ces derniers font l'objet d'un suivi statistique spécifique par l'AcoSS et l'Urssaf. Ce champ représente entre 60 et 70 % de l'ensemble des emplois, selon les territoires.

Cette source fournit, chaque année, des données à l'échelle communale sur l'ensemble du territoire métropolitain et des DOM-TOM, permettant d'éclairer la question du dynamisme des territoires. Néanmoins, certaines évolutions peuvent aussi être liées directement à la source : déclaration à un lieu unique des effectifs, changement de codes d'activité d'une entreprise, mise à jour et amélioration du fichier...

 Du fait de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés et intérimaires mise en œuvre, l'AcoSS et les Urssaf publient chaque année une série statistique qui « écrase » celles précédemment diffusées. Des écarts peuvent ainsi être générés pour une même année issue de millésimes différents de séries statistiques.

Pour aller plus loin :

- « L'économie numérique, un levier majeur pour le développement des territoires », aua/T, septembre 2018
- « Toulouse dynamise l'emploi dans son réseau de villes moyennes », aua/T & Insee Occitanie, juillet 2017
- « Aires urbaines en Occitanie : deux grands réseaux adossés », aua/T & Insee Occitanie, février 2017